

Consultation publique sur la protection des lanceurs d'alerte

Fields marked with * are mandatory.

Informations sur la publication

* AVIS IMPORTANT SUR LA PUBLICATION DES CONTRIBUTIONS

Les contributions obtenues dans le cadre de la présente enquête seront publiées sur le site web de la Commission européenne. Acceptez-vous que votre contribution soit publiée?

Pour de plus amples informations, veuillez consulter la déclaration de confidentialité jointe au présent document.

- Oui, ma contribution peut être publiée sous mon nom (ou sous le nom de mon organisation)
- Oui, ma contribution peut être publiée, mais de manière anonyme (sans aucune mention de la personne/de l'organisation)

Caractéristiques

* À quel titre remplissez-vous le présent questionnaire?

- À titre personnel
- Au nom d'une organisation

* Quelle est la nature de votre organisation?

- Groupement d'entreprises/professionnel
- Syndicat/groupement syndical
- Entreprise (entité juridique exerçant une activité économique)
- Établissement universitaire/de recherche
- Cabinet d'avocats/notaire
- Hôpital
- Médias
- Organisation non gouvernementale (ONG)
- Autorité/administration publique
- Autorité de surveillance indépendante (par exemple instance indépendante chargée de la protection des consommateurs, de la concurrence, de la régulation du secteur de l'énergie, banques centrales, organes d'audit, etc.)
- Autorités judiciaires et structures répressives
- Autre
- Sans objet

* Quel est le domaine d'activité de votre organisation?

- Industrie manufacturière
- Marché de détail
- Transports
- Santé
- Enseignement
- Énergie
- Sécurité des aliments
- Environnement
- Sécurité
- Services bancaires/autres services financiers
- Conseils financiers ou fiscaux
- Conseils juridiques
- Pouvoir judiciaire/répression
- Services de conseil
- Médias
- Droits de l'homme
- Université/recherche
- Autre

* Votre organisation est-elle inscrite au registre de transparence de l'UE?

Une telle inscription n'est pas obligatoire pour répondre à la présente consultation. Toutefois, nous vous encourageons à vous y inscrire [ici](#) dès lors que le registre de transparence constitue pour les citoyens un point d'accès unique et direct aux informations sur les personnes prenant part à des activités visant à influencer le processus de décision de l'UE, sur les intérêts poursuivis et sur le montant des ressources consacrées à ces activités.

- Oui
 Non

* Veuillez indiquer le siège de votre organisation.

Siège principal dans le cas d'organisations multinationales

- Autriche
 Belgique
 Bulgarie
 Croatie
 Chypre
 République tchèque
 Danemark
 Estonie
 Finlande
 France
 Allemagne
 Grèce
 Hongrie
 Irlande
 Italie
 Lettonie
 Lituanie
 Luxembourg
 Malte
 Pays-Bas
 Pologne
 Portugal
 Roumanie
 République slovaque
 Slovénie
 Espagne
 Suède
 Royaume-Uni
 Autre

Avez-vous connaissance, de par votre **expérience professionnelle directe**, de cas de lancement d'alertes ces dix dernières années?

- Oui
 Non

Comment en avez-vous eu connaissance:

- J'ai été directement impliqué(e) (en tant que lanceur d'alerte ou en tant que témoin de cas de lancement d'alertes, par exemple divulgation d'informations par un collègue).
 J'ai été impliqué(e) dans des enquêtes portant sur des cas de lancement d'alertes.
 Dans le cadre de mon travail, je collecte des informations sur les cas de lancement d'alertes.

Quelle est la taille de l'organisation concernée (c'est-à-dire là où l'alerte éthique a été lancée), y compris pour les travailleurs indépendants?

- 1 – 9 (micro)
 10 – 49 (petite)
 50 – 249 (moyenne)
 250 – 999 (grande)
 1000 ou plus (grande)
 5000 ou plus (grande)
 Sans objet (l'organisation concernée était une administration publique)

Quel est le chiffre d'affaires annuel de l'organisation concernée?

- Moins de 200 000 EUR
- Entre 200 000 et 2 millions d'EUR
- Entre 2 millions et 10 millions d'EUR
- Entre 10 millions et 50 millions d'EUR
- Plus de 50 millions d'EUR
- Sans objet (l'organisation concernée est une administration publique)

L'organisation concernée est-elle présente:

- dans un seul pays de l'UE
- dans plusieurs pays de l'UE
- également dans des pays hors-UE
- Sans objet (l'organisation concernée était une administration publique)

Perceptions et avis sur la protection des lanceurs d'alerte

Pensez-vous que le lancement d'alertes devrait être protégé?

- Oui
- Non
- Je ne sais pas

À votre avis, dans quelle mesure les travailleurs font-ils part de leurs inquiétudes au sujet de menaces ou de préjudices pour l'intérêt général?

- Très souvent
- Souvent
- Rarement
- Très rarement
- Je ne sais pas

À votre avis, parmi les raisons suivantes pour lesquelles une personne peut décider de ne pas lancer l'alerte, lesquelles sont les plus importantes?
Veuillez attribuer une note à l'importance, 1: très important, 2: important, 3: relativement important, 4: pas important.

	1	2	3	4	Je ne sais pas
Je ne sais pas comment/où signaler les cas	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Difficulté de prouver la menace ou le préjudice pour l'intérêt général	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Aucune mesure ne sera prise pour remédier au méfait	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Peur des conséquences juridiques	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Peur des conséquences financières	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Ce serait manquer de loyauté	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>
Ce serait une violation du secret professionnel	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>
Attitudes négatives à l'égard des lanceurs d'alerte	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Peur d'avoir une mauvaise réputation	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Autre	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

À votre avis, quels sont les AVANTAGES de règles obligeant les organisations des secteurs privé et public à protéger les lanceurs d'alerte?
Veuillez attribuer une note à l'importance: 1: très important, 2: important, 3: relativement important, 4: pas important.

	1	2	3	4	Je ne sais pas
Amélioration du respect de la loi par les autorités publiques et les entreprises	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Renforcement de la liberté d'expression	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Contribution à l'amélioration des performances	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

économiques des entreprises	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Promotion d'une culture de transparence et de responsabilisation sur le lieu de travail	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Renforcement de la motivation des travailleurs	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Amélioration du bien-être des travailleurs	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Autre avantage (à préciser)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

Veillez écrire vos éventuelles observations supplémentaires dans le cadre ci-dessous.
500 character(s) maximum

La participation à une bonne gouvernance de la société et de ses acteurs (administrations et entreprises) passe par la possibilité de signaler facilement et en toute sécurité les dysfonctionnements afin de pouvoir y remédier.

À votre avis, dans quels domaines les règles en matière de protection des lanceurs d'alerte sont-elles bénéfiques?

Veillez attribuer une note à l'importance: 1: très important, 2: important, 3: relativement important, 4: pas important.

	1	2	3	4	Je ne sais pas
Contribution à la lutte contre la fraude et la corruption	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Contribution à la bonne gestion des fonds publics (des États membres et de l'UE)	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Amélioration de la confiance des investisseurs	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Contribution à la lutte contre la fraude et l'évasion fiscales	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Renforcement de la protection de la santé et de la sécurité publiques	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Renforcement de la sécurité des aliments	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Renforcement de la protection de l'environnement	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Promotion de la concurrence loyale	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Autre avantage (à préciser)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

Veillez écrire vos éventuelles observations supplémentaires dans le cadre ci-dessous.

500 character(s) maximum

L'alerte doit être traitée de manière globale et non sectorielle pour que les canaux de recueil des signalements soient simples d'accès et que les procédures de traitement des alertes soient claires et transparentes.
D'autres types d'alerte, comme celles concernant les droits humains, méritent une protection.

À votre avis, quels sont les INCONVÉNIENTS de règles obligeant les organisations des secteurs privé et public à protéger les lanceurs d'alerte?

Veillez attribuer une note à l'importance, 1: très important, 2: important, 3: relativement important, 4: pas important.

	1	2	3	4	Je ne sais pas
Encourager les faux signalements ou les signalements excessifs	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>
Saper la confiance du grand public dans les institutions publiques si des informations considérées comme secrètes ou protégées sont divulguées par des fonctionnaires (par exemple renseignements fiscaux personnels)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>
Saper la confiance mutuelle sur le lieu de travail	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>
Induire des charges/coûts administratifs considérables pour le secteur privé	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>
Induire des charges/coûts administratifs considérables pour le secteur public	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>
Saper la confiance entre entreprises / partenaires commerciaux	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>

Saper la confiance entre clients et prestataires de services (par exemple conseillers juridiques, conseillers fiscaux, comptables, consultants)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>
Porter atteinte à la réputation des entreprises/confiance dans les institutions publiques	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>
Encourager la fuite de savoir-faire confidentiel et d'informations commerciales (secrets d'affaires)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>
Autre inconvénient (à préciser)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

Veuillez écrire vos éventuelles observations supplémentaires dans le cadre ci-dessous.
500 character(s) maximum

Un canal de recueil des alertes doit garantir la confidentialité des données transmises et des personnes impliquées de manière à pouvoir éviter autant la destruction de preuves, dans le cas d'alerte avérée, que les signalements erronés ou malveillants. Le coût sera largement compensé par les coûts évités en réglant les dysfonctionnements signalés. La confiance sera plus facile à conserver si l'administration ou l'entreprise est vertueuse et accompagne ces procédures de signalements.

À votre avis, parmi les aspects suivants sensibilisant aux droits des lanceurs d'alerte et aux procédures en la matière, lesquels sont importants pour une protection efficace des lanceurs d'alerte?

Veuillez attribuer une note à l'importance, 1: très important, 2: important, 3: relativement important, 4: pas important.

	1	2	3	4	Je ne sais pas
Définition claire en droit des menaces pour l'intérêt général couvertes par la protection des lanceurs d'alerte	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Politiques d'information et de sensibilisation générales claires mises en place par l'État (par exemple campagnes d'information) en ce qui concerne les droits des lanceurs d'alerte (notamment en matière de conseils et d'assistance) et procédures applicables	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Fourniture, par les organisations des secteurs privé et public, d'informations claires à leurs salariés en ce qui concerne les droits des lanceurs d'alerte (notamment en matière de conseils et d'assistance) et procédures internes en vigueur	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Information et sensibilisation claires de la part des syndicats en ce qui concerne les droits des lanceurs d'alerte (notamment en matière de conseils et d'assistance) et procédures applicables	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Autre (veuillez préciser)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

Veuillez écrire vos éventuelles observations supplémentaires dans le cadre ci-dessous.
500 character(s) maximum

Le lanceur d'alerte a besoin de connaître précisément et simplement ses droits et la manière dont il peut lancer l'alerte. La notion d'intérêt général doit être clarifiée. L'information doit être menée conjointement par l'État (pour notamment aider les lanceurs d'alerte hors cadre du travail) et les partenaires sociaux pour ceux dans le cadre du travail. Une autorité indépendante est nécessaire pour apporter conseils et protection, assurer le suivi des alertes et l'évaluation des dispositifs.

À votre avis, parmi les aspects suivants, lesquels sont importants pour une protection efficace des lanceurs d'alerte?

Veuillez attribuer une note à l'importance: 1: très important, 2: important, 3: relativement important, 4: pas important.

	1	2	3	4	Je ne sais pas
Canaux au sein des organisations/entreprises permettant de signaler les méfaits en interne	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Canaux de notification des méfaits aux institutions chargées de la surveillance	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Protection en cas de divulgation au public (par exemple médias, plateformes web, etc.) en l'absence de canaux de notification en interne et de notification à des institutions chargées de la surveillance, en cas de mauvais fonctionnement de ces canaux (ou si l'on ne peut raisonnablement s'attendre à ce qu'ils fonctionnent correctement)	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

Réalisation d'enquêtes en bonne et due forme en ce qui concerne les rapports ou divulgations de lanceurs d'alerte	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Protection contre les représailles au travail	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Protection des lanceurs d'alerte dans le cadre des procédures administratives	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Exonération des lanceurs d'alerte de la responsabilité pénale	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Immunité contre les actions en réparation de dommage	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Aide financière couvrant les frais de procédures en justice	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Soutien psychologique	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Autre (veuillez préciser)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

Veuillez écrire vos éventuelles observations supplémentaires dans le cadre ci-dessous.

500 character(s) maximum

Les canaux doivent être multiples et si le dysfonctionnement peut être réglé en interne, ce canal doit être privilégié. Cependant en cas de risques de représailles ou de destructions de preuves ou en l'absence de canaux ou si ceux-ci sont inefficaces ou augmentent ces risques, la divulgation doit pouvoir se faire auprès d'autorités dédiées ou du public. Ces canaux externes sont indispensables pour les lanceurs d'alerte hors cadre du travail. Le soutien financier et psychologique est fondamental.

À votre avis, parmi les aspects suivants en matière de protection contre les représailles au travail, lesquels sont importants pour une protection efficace des lanceurs d'alerte?

Veuillez attribuer une note à l'importance: 1: très important, 2: important, 3: relativement important, 4: pas important.

	1	2	3	4	Je ne sais pas
Protection du caractère confidentiel des données des lanceurs d'alerte, notamment lorsque, bien qu'anonymes, ces derniers sont identifiables	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Protection contre les licenciements, par exemple mesures provisoires pour suspendre la procédure de licenciement, droit de réintégrer son emploi, etc.	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Protection contre la suspension	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Protection contre la rétrogradation	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Protection contre la perte de possibilités de promotion	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Protection contre les mutations punitives	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Protection contre les réductions de salaires ou les retenues sur salaires	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Protection contre le harcèlement de la part de supérieurs et/ou de collègues	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Renversement de la charge de la preuve de sorte que, dans les cas de présomption de représailles, c'est à l'employeur qu'il incombe de prouver que toute mesure prise contre un lanceur d'alerte est sans rapport avec les éléments que celui-ci a divulgués	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Protection contre l'établissement de listes noires	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Aide financière couvrant les frais de procédures en justice	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Indemnités de licenciement ou compensations pour pertes financières	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Autre (veuillez préciser)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

Veuillez écrire vos éventuelles observations supplémentaires dans le cadre ci-dessous.

500 character(s) maximum

Le lanceur d'alerte oeuvre pour l'intérêt général. Tout doit être donc fait pour empêcher ou pour réparer les représailles qu'il subit ou risque de subir. Le renversement de la charge de la preuve est fondamental : l'employeur doit justifier que les mesures qu'il prend contre un lanceur d'alerte sont totalement dissociées du lancement d'alerte. Les États doivent réserver des postes pour les lanceurs d'alerte qui ne retrouvent pas d'emploi du fait de leur alerte.

À votre avis, parmi les mesures de protection de tiers suivantes, lesquelles sont importantes dans le contexte du lancement d'alertes?

Veillez attribuer une note à l'importance: 1: très important, 2: important, 3: relativement important, 4: pas important.

	1	2	3	4	Je ne sais pas
Obligation pour les lanceurs d'alerte de croire raisonnablement dans la véracité des informations qu'ils divulguent	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Obligation pour les lanceurs d'alerte d'agir de manière désintéressée	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>
Obligation que la divulgation porte sur un sujet d'intérêt général	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Protection des droits de la personne/entreprise affectée par le signalement (par exemple droits à la dignité, données à caractère personnel, secrets d'affaires et respect des droits de la défense), y compris protection contre des déclarations abusives/malveillantes	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Règles visant à garantir l'équilibre entre l'intérêt des employeurs pour ce qui est de gérer leurs organisations et de protéger leurs propres intérêts et l'intérêt de la population de savoir quand ses intérêts sont en jeu	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>
Règles visant à garantir l'équilibre entre les obligations de secret professionnel et le droit de la population de savoir quand ses intérêts sont en jeu	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>
Autre (veuillez préciser)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

Veillez écrire vos éventuelles observations supplémentaires dans le cadre ci-dessous.

500 character(s) maximum

L'intérêt général doit absolument primer sur l'intérêt particulier. L'alerte doit donc primer sur le secret. Par ailleurs, la bonne foi et l'intérêt à agir du lanceur d'alerte ne doivent pas être des conditions au lancement d'alerte. S'il y a un dysfonctionnement, un crime ou un délit, un risque pour l'intérêt général, etc. ils doivent être traités peu importe la motivation de celui qui a effectué le signalement. Seuls doivent être sanctionnés les faux signalements intentionnels.

Règles existantes et leurs effets

*Avez-vous connaissance de règles en vigueur dans votre pays de résidence (particuliers) ou d'établissement (organisations) en matière de protection des lanceurs d'alerte?

- Oui
 Non

Pensez-vous que les règles en place garantissent une protection des lanceurs d'alerte suffisante?

- Oui
 Non
 Je ne sais pas

Au sujet de votre pays de résidence/d'établissement: à votre avis, quels problèmes un tel manque de protection génère-t-il?

Veillez attribuer une note à l'importance, 1: très important, 2: important, 3: relativement important, 4: pas important.

	1	2	3	4	Je ne sais pas
Restrictions à la liberté d'expression des personnes	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Restrictions au rôle de chien de garde des journalistes et des médias et au droit de la population d'être informée	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Conséquences négatives sur les conditions de travail	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Conséquences négatives sur le bien-être des travailleurs	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Culture de l'intégrité et de la responsabilisation médiocre sur le lieu de travail	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Réticence des travailleurs du <u>secteur public</u> à signaler des menaces ou des préjudices pour l'intérêt général	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Réticence des travailleurs du <u>secteur privé</u> à signaler des menaces ou des préjudices pour l'intérêt général	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Respect insuffisant de la loi par les autorités publiques	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Respect insuffisant de la loi par les entreprises	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Faible confiance des investisseurs	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Concurrence déloyale (ententes, etc.)	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Niveau élevé de fraude et de corruption	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Mauvaise gestion des deniers publics	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Niveau élevé de fraude et d'évasion fiscales	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

Risques pour la santé et de la sécurité publiques	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Risques pour la sécurité des aliments	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Risques pour l'environnement	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Autre (veuillez préciser)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

Veuillez écrire vos éventuelles observations supplémentaires dans le cadre ci-dessous.
500 character(s) maximum

La loi française est censée garantir une protection mais en l'absence de traitement organisé de manière claire et précise, il n'y a pas d'incitation à lancer l'alerte, compte tenu du manque d'assurance qu'elle sera entendue. Par ailleurs, dans le cadre du travail, le canal interne est exigé même s'il est déficient ou induit des risques supplémentaires pour le lanceur d'alerte. Enfin, la bonne foi et le désintéressement sont exigés et empêchent donc qu'une alerte pourtant fondée soit lancée.

Les lanceurs d'alerte bénéficient de niveaux de protection très différents d'un pays de l'UE à l'autre, et, dans certains États membres, ils n'ont que peu, voire pas du tout, de protection. À votre avis, quelles sont les conséquences négatives susceptibles de résulter de l'absence - ou de l'insuffisance - de protection des lanceurs d'alerte dans certains pays de l'UE pour d'autres États membres et l'UE dans sa globalité?

Veuillez attribuer une note à la probabilité, 1: très probable, 2: probable, 3: assez probable; 4: peu probable.

	1	2	3	4	Je ne sais pas
Conséquences négatives sur la protection de <u>l'intérêt général</u> également des États membres offrant aux lanceurs d'alerte une meilleure protection ou de l'intérêt général <u>de l'UE dans son ensemble</u> (dans des domaines tels que la lutte contre la fraude et la corruption, la fraude et l'évasion fiscales, l'utilisation abusive de données à caractère personnel et les abus de marché, la protection de la santé et de la sécurité publiques, la sécurité des aliments et l'environnement, la protection de la concurrence loyale)	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Conséquences négatives sur la protection des <u>intérêts financiers de l'UE</u> (en ce qui concerne tant les dépenses de l'UE, par exemple fraude aux subventions de l'UE, que ses recettes, par exemple fraude aux droits de douane)	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Conséquences négatives sur le <u>bien-être des travailleurs</u> dont les entreprises quittent un État membre offrant un niveau plus élevé de protection des lanceurs d'alerte pour s'installer dans un État membre proposant peu ou pas de protection	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Conséquences négatives sur le <u>mobilité transfrontière</u> de travailleurs qui seraient réticents à quitter un État membre offrant un niveau plus élevé de protection des lanceurs d'alerte pour s'installer dans un État membre proposant peu ou pas de protection	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Conséquences négatives sur la <u>liberté d'établissement</u> d'entreprises qui seraient réticentes à quitter un État membre offrant un niveau plus élevé de protection des lanceurs d'alerte pour s'installer dans un État membre proposant peu ou pas de protection (donnant lieu à une culture de l'intégrité et de la responsabilisation plus faible ainsi qu'à une moindre confiance des investisseurs)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>
Conséquences négatives sur la <u>liberté d'établissement</u> d'entreprises qui seraient réticentes à s'installer dans un État membre offrant un niveau plus élevé de protection des lanceurs d'alerte (par exemple lorsque l'introduction des modalités correspondantes peut générer des frais administratifs élevés en raison des changements à apporter nécessairement au modèle d'entreprise)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>
Conséquences négatives sur la <u>libre circulation des capitaux</u> , parce que les investisseurs seraient réticents à investir dans des entreprises établies dans un État membre proposant peu ou pas de protection	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>
Conséquences négatives sur la <u>libre circulation des capitaux</u> parce que les investisseurs n'investiraient que dans des entreprises établies dans des États membres offrant peu ou pas de protection des lanceurs d'alerte (par exemple lorsque l'introduction des modalités correspondantes peut générer des frais administratifs élevés)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>
<u>Distorsion de concurrence</u> au niveau de l'UE du fait du moindre respect de la législation concernée et du niveau moins élevé d'intégrité et de responsabilisation dans les États membres proposant moins ou pas de protection des lanceurs d'alerte	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Autres conséquences transfrontières négatives (veuillez préciser)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Pas de conséquences négatives de ce type	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

Veuillez écrire vos éventuelles observations supplémentaires dans le cadre ci-dessous.

500 character(s) maximum

La nécessité d'une directive comportant des dispositions claires et précises en matière de protection doit permettre d'homogénéiser les pratiques européennes. Il s'agit d'éviter une sorte de dumping au profit de pays dont la législation concernant l'alerte serait faible, inefficace, voire en défaveur des lanceurs d'alerte. La culture de l'alerte doit se développer au niveau européen avant de pouvoir s'amplifier au niveau international.

À votre avis, quelles sont les conséquences positives susceptibles de résulter de l'absence de protection des lanceurs d'alerte dans certains pays de l'UE pour d'autres États membres et l'UE dans sa globalité?

Veuillez attribuer une note à la probabilité: 1. très probable; 2. probable; 3. assez probable; 4. peu probable.

	1	2	3	4	Je ne sais pas
Conséquences positives sur la protection de l' <u>intérêt général</u> également des États membres offrant aux lanceurs d'alerte peu ou pas de protection ou de l' <u>intérêt général de l'UE dans son ensemble</u> (du fait de retombées, par exemple incitation des États membres à entrer en concurrence)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>
Conséquences positives sur le <u>bien-être des travailleurs</u> dont les entreprises quittent un État membre offrant un niveau moindre de protection des lanceurs d'alerte pour s'installer dans un État membre proposant un niveau de protection plus élevé	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>
Conséquences positives sur la <u>mobilité transfrontière</u> de travailleurs qui seraient encouragés à quitter un État membre offrant un niveau moindre de protection des lanceurs d'alerte pour s'installer dans un État membre proposant un niveau de protection plus élevé	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>
Conséquences positives sur la <u>liberté d'établissement</u> d'entreprises qui seraient incitées à quitter un État membre offrant un niveau plus élevé de protection des lanceurs d'alerte pour s'installer dans un État membre proposant peu ou pas de protection (par exemple en raison de charges et frais administratifs)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>
Conséquences positives sur la <u>libre circulation des capitaux</u> , parce que les investisseurs investiraient dans des entreprises installées dans un État membre proposant peu ou pas de protection (par exemple moins de charges ou frais administratifs)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>
Autres conséquences transfrontières positives (veuillez préciser)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Pas de conséquences positives de ce type	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

Veuillez écrire vos éventuelles observations supplémentaires dans le cadre ci-dessous.

500 character(s) maximum

L'absence de procédures de recueil et de traitement des alertes entraîne systématiquement un lancement public des alertes souvent préjudiciable aux acteurs concernés et compliquant le traitement a posteriori. Une législation efficace concernant l'alerte a des conséquences positives pour l'intérêt général mais aussi les acteurs économiques vertueux ou qui tendent à l'être. Elle ne pénalise que les acteurs qui cherchent à dissimuler leurs fraudes et à sanctionner les lanceurs d'alerte.

Besoin de normes minimales

Compte tenu des aspects que vous avez jugés importants pour une protection efficace des lanceurs d'alerte, qui, selon vous, devrait définir des normes minimales juridiquement contraignantes sur ces aspects?

- Pas d'obligation juridique nécessaire
- Législation nationale uniquement
- Législation de l'UE (en combinaison avec législation nationale)
- Sans avis

Dans quel domaine l'UE devrait-elle soutenir (davantage) les États membres pour ce qui est de la protection des lanceurs d'alerte:

	Tout à fait d'accord	D'accord	Neutre	Pas d'accord	Pas du tout d'accord
Protection de la santé et de la sécurité publiques	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Protection de la sécurité des aliments	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Protection de l'environnement	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Protection de l'approvisionnement en énergie	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Lutte contre la fraude et l'évasion fiscales	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Lutte contre les pratiques anticoncurrentielles (ententes, etc.)	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Renforcement de la responsabilisation et de la transparence dans l'industrie et au sein des entreprises	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Lutte contre la fraude et la corruption	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Bonne gestion des fonds publics (des États membres et de l'UE)	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

Autre (veuillez préciser) ○ ○ ○ ○ ○

Veuillez écrire vos éventuelles observations supplémentaires dans le cadre ci-dessous.

500 character(s) maximum

En plus de ces domaines, et des alertes concernant une violation des droits et des libertés publiques, les alertes de scientifiques sur les risques pour l'intérêt général de certaines recherches et de certains développements (modification du vivant, biologie de synthèse, intelligence artificielle, armes biologiques, etc.), qui subissent campagnes de dénigrement et mises au placard, doivent faire l'objet d'une attention spécifique. Elle passe par une réforme de l'expertise aval mais aussi amont.

Veuillez indiquer pour laquelle des normes minimales dans le cadre de toute **législation de l'UE** potentielle vous jugeriez la protection horizontale, généralement applicable, des lanceurs d'alerte ou des dispositions juridiques sectorielles plus efficaces. Les dispositions juridiques sectorielles de l'UE portent sur des domaines dans lesquels l'UE devrait proposer un soutien aux États membres, comme indiqué dans la question précédente.

	Dispositions juridiques de l'UE <u>horizontales</u>	Dispositions juridiques de l'UE <u>sectorielles</u>	Une combinaison de dispositions <u>horizontales et sectorielles</u> de l'UE	Une combinaison de dispositions juridiques <u>nationales et européennes</u>	Sans avis
Canaux de notification des méfaits au sein d'une organisation/entreprise	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>
Canaux de notification aux instances réglementaires publiques concernées (par exemples agences réglementaires dans un secteur spécifique)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>
Canaux de notification à des instances indépendantes horizontales (par exemple médiateur)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>
Canaux de notification à une instance indépendante sectorielle (par exemple en matière de services financiers, d'énergie, de fiscalité, etc.)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>
Canaux de notification aux instances répressives (par exemple police, parquet)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>
Protection en cas de divulgation au public (médias, plateformes web, etc.) en l'absence de canaux de notification en interne et de notification à des institutions chargées de la surveillance, en cas de mauvais fonctionnement de ces canaux ou si l'on ne peut raisonnablement s'attendre à ce qu'ils fonctionnent correctement	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>
Droit des travailleurs d'être informés des dispositions en matière d'alertes éthiques et des procédures applicables sur le lieu de travail spécifique	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>
Procédure octroyant un statut officiel aux lanceurs d'alerte (statut accompagné de droits à l'information)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>
Procédure d'information des lanceurs d'alerte sur une base régulière au sujet de l'état d'avancement de leur signalement	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>
Dispositions régissant les contacts des lanceurs d'alerte avec les autorités chargées des enquêtes avant, pendant et après une enquête	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>
Dispositions régissant l'accès des lanceurs d'alerte au dossier ou à des documents versés au dossier	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>
Réalisation d'enquêtes en bonne et due forme en ce qui concerne les rapports et divulgations	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>
Protection du caractère confidentiel des données des lanceurs d'alerte	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>
Protection des droits et des intérêts des tierces parties impliquées	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>
Protection des lanceurs d'alerte contre les représailles au travail	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>
Protection des lanceurs d'alerte dans le cadre des procédures administratives	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>
Immunité contre les actions en réparation de dommage	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>
Exonération des lanceurs d'alerte de la responsabilité pénale	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>

Aide financière couvrant les frais de procédures en justice	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>
Récompenses financières et d'autres types	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>
Soutien psychologique	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>
Autre norme minimale (veuillez préciser)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

Veuillez écrire vos éventuelles observations supplémentaires dans le cadre ci-dessous.

500 character(s) maximum

Le cadre européen doit reposer sur les meilleures pratiques actuelles (R-U et Irlande pour la gestion de la bonne foi et le référé conservatoire, France pour la non-limitation au cadre du travail, etc.). Les dispositions nationales ne doivent pouvoir qu'améliorer la protection des lanceurs d'alerte et les procédures de signalement et traitement des alertes. L'évaluation de l'effectivité et l'efficacité des lois de transposition doit permettre une amélioration progressive de la réglementation UE.

Veuillez charger ici tout éventuel document de synthèse supplémentaire ou toute information d'ordre général.

Ce document facultatif peut uniquement servir de référence complémentaire pour mieux comprendre votre point de vue et ne remplace pas vos réponses au questionnaire.

Background Documents

[bg_background_document.pdf \(/eusurvey/files/dbcd7674-9489-4e7b-9528-0e36912a9a50\)](#)
[cs_background_document.pdf \(/eusurvey/files/8d0a9439-5025-4733-a4ad-05649e67cb0a\)](#)
[da_background_document.pdf \(/eusurvey/files/68c4ee5e-8eb7-4781-aa9f-6148a77cec67\)](#)
[de_background_document.pdf \(/eusurvey/files/df7a1a91-557d-4817-af25-c4015402acf3\)](#)
[el_background_document.pdf \(/eusurvey/files/33b10676-4ec6-4d65-9901-1bc01e5b80c0\)](#)
[en_background_document.pdf \(/eusurvey/files/469bbe99-1f78-40f7-8bd9-b9738c3ca6a3\)](#)
[es_background_document.pdf \(/eusurvey/files/d0489d65-84f6-44c7-86b1-f0a110613d3e\)](#)
[et_background_document.pdf \(/eusurvey/files/ddfdd7be-2e41-4b34-9a0a-2a44c018e1c4\)](#)
[fi_background_document.pdf \(/eusurvey/files/21f4ec83-cda5-4d21-b0cd-a7f7516eb61a\)](#)
[fr_background_document.pdf \(/eusurvey/files/cdd360a8-b303-40ea-b20b-7ff20efe9179\)](#)
[hr_background_document.pdf \(/eusurvey/files/540597ce-7b4e-4eaf-b2fb-5338e48aca6b\)](#)
[hu_background_document.pdf \(/eusurvey/files/656e23d9-a21d-4810-89db-b3645602c929\)](#)
[it_background_document.pdf \(/eusurvey/files/3a0cc23b-460d-44dd-80dc-a1cf83f90d7b\)](#)
[lt_background_document.pdf \(/eusurvey/files/67021a15-e504-4a01-89f2-a69c9cb9df4f\)](#)
[lv_background_document.pdf \(/eusurvey/files/09b71b2d-68ab-46ef-959d-474f5a619160\)](#)
[mt_background_document.pdf \(/eusurvey/files/c1e79664-85d6-46ae-9a63-5f720d7cf67e\)](#)
[nl_background_document.pdf \(/eusurvey/files/28b17879-9a10-48ca-8f27-4febb750a04f\)](#)
[pl_background_document.pdf \(/eusurvey/files/8e79486a-82dc-4f5e-8cee-2380d9d66ebb\)](#)
[pt_background_document.pdf \(/eusurvey/files/1ee7314b-951e-442c-8c35-e108df0b44db\)](#)
[ro_background_document.pdf \(/eusurvey/files/b62bdfd1-6c34-41d1-92fb-ebfff8ecfe75\)](#)
[sk_background_document.pdf \(/eusurvey/files/f59e60f8-5379-479d-8cc3-1629f9b05138\)](#)
[sl_background_document.pdf \(/eusurvey/files/53941eec-95b9-442a-93ff-e3cf22fb3e0a\)](#)
[sv_background_document.pdf \(/eusurvey/files/d34b1fd4-f80a-4bfc-9bc6-bea7dc3175c2\)](#)

Contact

JUST-C2-CHARTe@ec.europa.eu
